

## **ANNEXE E-2**

# **QUALIFICATIONS MINIMALES POUR L'ÉVALUATION DES RESSOURCES DANS LE CADRE DE L'AUTORISATION DE TÂCHE**

**TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA**

**SIGMA**

1. Pour faciliter l'évaluation des ressources, les entrepreneurs doivent préparer et soumettre leur réponse à l'ébauche de l'autorisation de tâche (AT) en utilisant le tableau fourni dans la présente annexe. L'ébauche de l'AT se présentera sous la forme d'un énoncé des travaux produit par le responsable technique ou son délégué. En remplissant la grille des ressources, les soumissionnaires devraient fournir des renseignements précis démontrant le respect des critères établis et un renvoi au numéro de page approprié du curriculum vitæ, de façon à ce que l'évaluateur puisse vérifier ces renseignements. Le tableau ne devrait pas contenir tous les renseignements relatifs aux projets figurant dans le curriculum vitæ. Seule la réponse demandée devrait être fournie.

2. Pour chaque ressource proposée, l'entrepreneur doit fournir un curriculum vitæ ainsi que les renseignements relatifs à l'attestation de sécurité demandée, et doit remplir le tableau de réponse ci-dessous concernant les catégories de ressources indiquées dans l'ébauche de l'AT. Une même personne ne doit pas être proposée dans plus d'une catégorie de ressources. Les curriculum vitæ doivent montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites concernant les qualifications (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail et d'accréditation ou d'affiliation professionnelle). En ce qui a trait aux ressources proposées :

- (A) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou des entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance.
- (B) En ce qui concerne les exigences en matière d'études touchant un diplôme, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d'études ayant été réussis par la ressource avant la date initiale de diffusion de l'ébauche de l'AT à l'entrepreneur.
- (C) En ce qui concerne les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre exigé à la date de diffusion de l'ébauche de l'AT et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel ou être affilié à l'association professionnelle en question pendant toute la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification, cette dernière doit être à jour, valide et délivrée par l'entité précisée au présent contrat, ou, si l'entité n'est pas précisée, il doit s'agir d'une entité, d'un organisme ou d'un établissement reconnu ou accrédité.
- (D) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
- (E) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d'années d'expérience (p. ex., 2 ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le curriculum vitæ ne donne pas les dates précises (le mois et l'année) de l'expérience indiquée (c.-à-d. la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée par la ressource jusqu'à la date de fin), plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé.
- (F) Le curriculum vitæ ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais il doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités assumées et les tâches accomplies à ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'AT, ne seront pas considérés comme la « preuve » d'une expérience confirmée aux fins de l'évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant

le lieu, les dates, le mois et l'année, et la façon dont les activités ou responsabilités ont été accomplies et dont les qualifications et l'expérience citées ont été obtenues. Lorsque la ressource proposée a travaillé en même temps sur plus d'un projet, la période de chevauchement ne sera comptée qu'une fois dans les exigences portant sur la durée de l'expérience.

3. Les qualifications et l'expérience des ressources proposées seront évaluées par rapport aux exigences définies dans le tableau d'évaluation ci-dessous afin de déterminer si chacune de ces ressources satisfait aux critères d'évaluation. Le Canada peut exiger une preuve que la formation officielle a été suivie avec succès ainsi que des renseignements de référence. Le Canada peut effectuer un contrôle des références pour vérifier l'exactitude des renseignements fournis. Le cas échéant, cette vérification sera faite par courriel (sauf si la personne citée en référence n'est accessible que par téléphone). Une ressource proposée ne sera considérée comme acceptable que si sa réponse est reçue dans un délai de cinq jours ouvrables. Le troisième jour ouvrable après l'envoi du courriel, si le Canada n'a toujours pas reçu de réponse, il en informera l'entrepreneur par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'elle doit répondre au Canada dans le délai de cinq (5) jours ouvrables prescrit. Si les renseignements fournis par une personne donnée en référence diffèrent des renseignements fournis par l'entrepreneur, les renseignements fournis par la personne donnée en référence seront les renseignements évalués. Une ressource proposée ne sera pas considérée comme un candidat acceptable si le client de référence n'est pas un client de l'entrepreneur lui-même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'une filiale de l'entrepreneur), ou si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec l'entrepreneur. Les références de l'État seront acceptées.

4. Pendant l'évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus exigées dans le cadre de l'AT ne fournissent pas de réponse ou ne justifient pas les qualifications demandées pour la prestation des services requis, le Canada peut juger que la réponse de l'entrepreneur à l'ébauche de l'AT est irrecevable.

Catégorie de ressources	Niveau d'expertise	Qualifications requises	Réponse de l'entrepreneur	
			Justification de la conformité technique	Renvoi à d'autres documents de l'AT
Toutes les catégories de ressources à l'exception de l'expert en la matière	1, 2 ou 3	<p>1. Les ressources proposées doivent avoir acquis le niveau minimal suivant d'expérience pertinente confirmée selon l'ébauche de l'AT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. Niveau 1 – 12 mois</li> <li>b. Niveau 2 – 60 mois</li> <li>c. Niveau 3 – 120 mois</li> </ul> <p>La pertinence de l'expérience confirmée indiquée dans l'ébauche de l'AT sera déterminée en utilisant, sans toutefois s'y limiter, les qualifications minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. expérience dans la réalisation des tâches obligatoires liées à une catégorie de ressources comme il est indiqué à l'Annexe A-2; OU</li> <li>ii. expérience liée à un module SAP, à une application, à une technologie ou à une combinaison acceptable de ces éléments (*); OU</li> <li>iii. expérience générale liée à une catégorie de ressources, comme il est indiqué à l'Annexe A-2;</li> <li>iv. une combinaison de compétences parmi celles définies aux points i, ii et iii.</li> </ul> <p>(*) Lorsque l'expérience relative à un module, à une application ou à une technologie SAP est trop récente, comparativement au nombre minimal de mois d'expérience confirmée demandés, une combinaison acceptable d'expérience pertinente confirmée sera précisée dans l'ébauche de l'AT. La liste de modules, d'applications et de technologies SAP actuels et planifiés figure à l'Annexe G-2.</p> <p>2. Au besoin, la ressource proposée doit détenir la certification de SAP indiquée dans l'ébauche de l'AT.</p>	Copie du certificat	

		<p>3. La ressource proposée doit répondre aux exigences linguistiques indiquées dans l'ébauche de l'AT.</p> <p>4. Au besoin, les ressources proposées doivent détenir une autorisation de sécurité valide au niveau déterminé dans l'ébauche de l'AT (cote de sécurité de niveau fiabilité, confidentiel ou secret).</p>	Confirmation du niveau de sécurité	
Expert en la matière		<p>1. Les ressources proposées doivent avoir acquis l'expérience minimale confirmée pertinente (mois ou années) selon l'ébauche de l'AT.</p> <p>La pertinence de l'expérience confirmée indiquée dans l'ébauche de l'AT sera déterminée en utilisant, sans toutefois s'y limiter, les qualifications minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>i. expérience dans la réalisation des tâches obligatoires liées à la catégorie de ressources de l'expert en la matière, comme il est indiqué à l'Annexe A-2; OU</li> <li>ii. expérience liée à un module SAP, à une application, à une technologie ou à une combinaison acceptable de ces éléments (*); OU</li> <li>iii. expérience générale liée à la catégorie de ressources de l'expert en la matière, comme il est indiqué à l'Annexe A-2; OU</li> <li>iv. une combinaison de compétences parmi celles définies aux points i, ii et iii.</li> </ul> <p>(*) Lorsque l'expérience relative à un module, à une application ou à une technologie SAP est trop récente, comparativement au nombre minimal de mois d'expérience confirmée demandés, une combinaison acceptable d'expérience pertinente confirmée sera précisée dans l'ébauche de l'AT. La liste de modules, d'applications et de technologies SAP actuels et planifiés figure à l'Annexe G-2.</p>		

